

**Le sénateur Argue:** J'aimerais maintenant vous renvoyer à certaines parties du tableau. Je voudrais d'abord mentionner la Saskatchewan en prenant comme exemple un propriétaire qui consomme une quantité moyenne de gaz naturel payé aux prix prévus par la politique énergétique nationale et aux prix mondiaux prévus pour le gaz naturel en 1984. Le tableau montre qu'en payant les prix mondiaux que préconisent les premiers ministres Lougheed et Blakeney, le gaz naturel coûterait \$1,255 au propriétaire. Selon les prix prévus aux termes de la politique énergétique nationale, ce coût serait de \$615, ce qui permettrait au propriétaire d'une maison en Saskatchewan d'économiser en 1984 \$640 sur sa consommation de gaz naturel.

On me dit que, même si ces chiffres peuvent différer quelque peu pour une autre province, la différence n'est pas tellement importante, et qu'en Alberta par exemple on arriverait probablement aux mêmes chiffres à un ou 2 p. 100 près.

Ainsi, lorsque M. Lougheed parle des prix mondiaux de l'énergie, n'oublions pas que ces prix signifient des frais supplémentaires de \$600 à \$700 par année pour tous les propriétaires de maisons d'Alberta ou de Saskatchewan—et, en fait, du Canada—qui utilisent le gaz naturel.

Une personne qui consomme du mazout, la consommation moyenne étant de 960 gallons, devrait dépenser \$2,073 selon les prix de l'OPEP et \$1,382 selon les prix de la politique énergétique nationale, ce qui représente une économie de \$691.

Un automobiliste qui consomme 1,000 gallons d'essence par année—ce qui équivaut peut-être à 20,000 milles, selon le genre d'automobile—dépenserait \$2,960 s'il doit payer les prix mondiaux et \$2,070 s'il paye les prix prévus dans la politique énergétique nationale, ce qui lui permettrait d'économiser \$890 en essence en 1984.

Aux prix de l'OPEP, l'agriculteur qui consomme 3,000 gallons de carburant diesel devrait payer \$7,680, alors qu'en vertu de la politique énergétique nationale élaborée par le gouvernement libéral de M. Trudeau, il ne paierait que \$4,866, réalisant ainsi une économie de \$2,820.

Aux prix de l'OPEP, l'agriculteur qui consomme 3,000 gallons d'essence violette, cette essence qu'il utilise pour faire tourner le moteur de son camion et sur laquelle il n'est pas tenu de payer de taxe routière, devrait payer \$8,250, alors qu'en vertu de la politique énergétique nationale, il ne paierait que \$5,580, réalisant ainsi une économie de \$2,670.

Si les honorables sénateurs faisaient le compte de toutes les économies qu'un agriculteur de la Saskatchewan pourrait ainsi réaliser en chauffant sa maison, en conduisant sa voiture particulière, et son camion alimenté au carburant diesel ou à l'essence violette suivant la formule Trudeau et non la formule Blakeney, ils aboutiraient à plus de \$7,000 en 1984. Je déclare du parquet du Sénat qu'il y va de l'intérêt des agriculteurs, des propriétaires et des hommes d'affaires de la Saskatchewan d'appuyer une politique énergétique nationale qui insiste pour que les consommateurs paient des prix raisonnables et non les prix internationaux établis par l'OPEP. Rien ne nous oblige à

[Le sénateur Argue.]

payer le prix fixé par le cartel. Rien ne nous oblige à payer le cartel \$40 le baril de pétrole qui ne lui en a coûté que \$2. Rien ne nous oblige à exploiter les Canadiens pour enrichir les multinationales du pétrole, ou de spolier les Canadiens de leurs revenus au profit de quelques multinationales du pétrole ou d'une seule province.

Selon des prévisions que j'ai eues sous les yeux, si rien ne vient modifier la tendance actuelle, les grandes sociétés multinationales et une seule province contrôleront d'ici cinq ans 60 p. 100 de tous les capitaux d'investissement au Canada. Aux termes de la politique fédérale, le gouvernement Lougheed devrait toucher d'ici 1990, et au delà, jusqu'à 100 milliards de dollars. D'ici 1984, les provinces de l'Ouest devraient toucher 40 milliards.

Je ne pense pas qu'elles aient besoin d'aller chercher en plus des dizaines de milliards de dollars dans la poche des consommateurs et des Canadiens moyens; et si l'Alberta et la Saskatchewan disposent de ces immenses richesses, est-ce qu'il va falloir aller quémander chez elles quand il faudra relever les pensions de sécurité de la vieillesse? Et s'il nous faut renflouer l'assurance-maladie, est-ce qu'il va falloir aller frapper encore à leur porte? Non. Il n'est que juste que nous ayons une politique canadienne pour assurer une distribution raisonnable de ces richesses.

Prenons le cas d'un chef d'entreprise, entreprise définie de façon assez arbitraire, je l'avoue. En tout cas, il n'est pas déraisonnable de parler d'un homme d'affaires qui consommerait pour le chauffage de ses locaux deux fois plus de gaz naturel qu'une maison individuelle, et qui ferait rouler deux voitures au lieu d'une. Il s'agit donc d'une petite entreprise. Elle réaliserait une économie de \$1,280 par année.

Un type qui a un camion diesel et qui s'en sert régulièrement, qui le fait rouler, qui consomme 24,000 gallons de carburant diesel par année, économiserait \$22,560 dans le cadre de la politique énergétique nationale. Je répète \$22,560. Si l'utilisateur d'un camion diesel consomme beaucoup plus qu'un agriculteur, c'est que son camion roule, disons, tous les jours à peu près, qu'il a un gros moteur et qu'il peut consommer dans les 10 gallons à l'heure. Donc, s'il roule à pleine charge, il consomme beaucoup de carburant, et suivant les renseignements que nous avons pris, 24,000 gallons c'est à peu près la quantité de carburant consommée par un gros camion diesel en un an de service normal.

**Le sénateur Frith:** Qu'est-ce que cela représente comme pourcentage en fait d'économie?

• (1600)

**Le sénateur Argue:** Cela coûte \$2.82 le gallon selon les cours de l'OPEP et \$1.88 le gallon aux termes de notre politique énergétique nationale, soit une économie d'environ \$1, c'est-à-dire 35 p. 100. Cela représente une économie très importante.

Je suis donc tout à fait heureux, en fonction de ces résultats, de me ranger du côté de la politique Trudeau, de la politique Lalonde, de celle du gouvernement libéral, du gouvernement du Canada, politique que j'estime préférable à celles que suivent certains premiers ministres provinciaux, qui préconisent de faire payer le prix international à tous les Canadiens.

Nous sommes au milieu d'une lutte constitutionnelle, et d'une lutte en matière de politique énergétique. Nous le savons certainement. Nous le savons également dans l'Ouest. Nous